



**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L' AFRIQUE (CEA)**

FORUM POUR LE DEVELOPPEMENT DE L' AFRIQUE 2000

“ SIDA: Un défi sans précédent pour les leaders”

**3-7 décembre 2000
Centre de conférences des Nations Unies
Addis Abeba, Ethiopie**



RAPPORT JOURNALIER

SOMMAIRE

* Introduction	p. 3
* Allocution de bienvenue de M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l’Afrique (CEA)	p. 3
* Monsieur Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA).	p. 4
* Mlle Charlotte Mjele, Hopeworldwide Jabavu Clinic, Soweto et la Société pour les femmes et le SIDA en Afrique, SWAA-Afrique du Sud a parlé du fait de vivre avec le VIH/SIDA en tant que jeune femme africaine	p. 4
* S.E. M. Negasso Gidada, Président de la République Fédérale Démocratique d’Ethiopie	p. 5
* Chants, danses et récital de poèmes par des artistes du groupe des orphelins du Sida éthiopiens	p. 5
* Leadership et la politique publique	p. 6
* Points saillants des séances de travail en groupes	p. 8
- Le rôle des dirigeants dans la restauration et le renforcement des systèmes et des services de santé et sociaux	p.8
- Rôle des dirigeants dans la lutte contre le refus, les préjugés et la discrimination; les problèmes éthiques et juridiques	p.8
- Rôle des dirigeants dans la mobilisation des soutiens politiques et réponses durables au VIH/SIDA	p.9

FORUM POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE 2000

SIDA: UN DEFI SANS PRECEDENT POUR LES LEADERS

Rapport journalier du dimanche et lundi 03 – 04 decembre

Le présent rapport porte sur la séance d'ouverture de 3 décembre et toute la journée du 4 décembre, y compris les rapports de séances qui ont été reçus à la dernière minute. Les principaux thèmes abordés étaient les suivants: leadership VIH/SIDA; VIH et développement; réponses des pays et leçons à en tirer.

Le FDA 2000 a ouvert ses travaux le 3 décembre par la lecture d'un poème de Biruk G. Medhin, un animateur communautaire éthiopien qui oeuvre dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Ce poème intitulé '*The Birds are singing*' (les oiseaux chantent) et dédié aux 'enfants d'Afrique' est l'allégorie d'un oiseau africain qui essaie de dire à toute l'Afrique qu'elle doit rester unie face au VIH/SIDA. C'est l'histoire d'un père de famille qui vit dans un village africain imaginaire, qui parle du SIDA à son fils et qui tente symboliquement d'inviter les Africains à se préserver. Il parle de la gravité du fléau qu'est le SIDA, de la nécessité de sensibiliser les masses et du rôle des gouvernements dans la mise en oeuvre d'une politique appropriée.

Allocution de bienvenue de M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA)

Monsieur Amoako a souligné le rôle du FAD en tant que plate-forme devant permettre un engagement, une force et une détermination renouvelés afin de relever le défi du VIH/SIDA en Afrique. Pour ce faire, il fallait non seulement des idées et des actes, mais aussi une avancée politique. Faisant observer que le VIH/SIDA avait privé l'Afrique de ses rêves, il a estimé qu'il convenait de marquer une pause et de procéder à une nouvelle évaluation de la pandémie du SIDA. Il a affirmé qu'il était convaincu que tel n'était pas le destin de l'Afrique. 'Il ne s'agit pas d'une question de politique: mais de nous, de nos familles, de nos communautés, de nos espoirs.'

Faisant appel à une réaction africaine, Monsieur Amoako a affirmé que la pandémie poursuivait son avancée depuis quatorze ans et qu'elle avait de graves répercussions sur le développement socio-économique de l'Afrique (une diminution annuelle de 7% du PIB qui selon les prévisions, atteindra une baisse de 2% l'an.

Le Secrétaire exécutif a souligné la nécessité d'un leadership à tous les niveaux, afin de mener les actions appropriées - pour renforcer l'éducation, les soins de santé et l'économie. « Chacune des actions menées par les dirigeants nécessaires à la lutte contre le VIH/SIDA et celles destinées à aider les personnes vivant avec le VIH/SIDA, tous ces actes sans exception, sont voulus par nous, pour construire une Afrique plus forte et plus développée ».

Mais, il a ajouté, il était encore plus important de bien définir cet 'objectif'. Au lieu d'insister sur des données statistiques -telles que 24 millions de décès par an en raison du VIH/SIDA, et un total 12,1 millions d'orphelins à ce jour; ou la réponse de la communauté internationale qui ne représente que le dixième de ce qu'elle aurait dû être- il s'avère encore plus impérieux de mettre l'accent sur le leadership requis de toute urgence «ici et maintenant».

Monsieur Amoako a invité les participants à réfléchir sur la façon dont chacun à son niveau peut s'impliquer dans cette lutte et comment mettre au point les meilleures stratégies, politiques et programmes. Les conclusions du FAD 2000 seront présentées à la Conférence au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, qui se tiendra au Nigéria dans quatre mois.

Monsieur Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)

Se référant aux Sommets de l'OUA de Dakar (1992) et de Tunis (1994), M. Salim Ahmed Salim a noté que les responsables africains s'étaient engagés à lutter contre la maladie. Malheureusement, la plupart de ces engagements n'ont pas été traduits dans les faits.

Le Secrétaire Général a lancé un appel pour un redoublement des efforts. Il a comparé la pandémie du SIDA à l'invasion d'une armée –une majeure catastrophe qui nécessite la mobilisation totale et spontanée d'une société en état de guerre par les dirigeants du continent. "Il s'avère absolument nécessaire de donner une orientation nouvelle au concept de la sécurité nationale pour qu'elle ne soit plus limitée à l'invasion des frontières et aux menaces contre les gouvernements".

Monsieur Salim a souligné que le FAD 2000 constituera une contribution importante au Sommet extraordinaire de l'OUA prévu à Abuja au début de l'année 2001.

Mlle Charlotte Mjele, Hopeworldwide Jabavu Clinic, Soweto et la Société pour les femmes et le SIDA en Afrique, SWAA-Afrique du Sud a parlé du fait de vivre avec le VIH/SIDA en tant que jeune femme africaine

Elle a commencé par faire état du choc qu'elle a subi en apprenant la nouvelle de sa séropositivité et de l'émoi qui a été le sien à la pensée d'un avenir sombre. Toutefois, convaincue qu'elle désirait vivre, elle a surmonté sa peur de mourir, de n'être qu'une simple donnée statistique ou d'être montrée du doigt.

"A mesure que les jours, les semaines et les mois s'écoulaient, mes connaissances augmentaient et mes craintes diminuaient." Elles ont fait place à la détermination de retrouver le respect de soi et la confiance afin de transformer l'existence d'autres jeunes.

Mlle Mjele a parlé de la difficulté qui a été la sienne lorsqu'il a fallu finalement rompre le silence pour annoncer la nouvelle à sa famille, à ses collègues et à ses amis. Mais la nécessité de lutter contre tout rejet l'a aidée à se découvrir. Elle a affirmé que bon nombre de personnes n'avaient pas le courage de faire comme elle, c'est ce qui l'a décidé à se mettre en avant pour prouver que le diagnostic de l'infection à VIH ne signifie pas la fin de la vie pour quelqu'un. "Nous devons les aider à passer du statut de victimes à celui de vainqueurs."

Mlle Mjele a lancé un défi aux décideurs politiques du continent et a demandé aux responsables de s'allier aux jeunes pour lutter contre la pauvreté qui est le terreau du VIH/SID ; de briser le silence et de déclarer leur séropositivité ; de prendre au sérieux la violation des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA et de mettre à la disposition des femmes enceintes séropositives et souffrant de maladies opportunes des traitements à des coûts abordables –«la vie d'un africain porteur du VIH ne devrait pas paraître moins importante que celle de son semblable dans d'autres régions du monde. »

Réagissant à la déclaration de Mlle Mjela, toute l'assistance s'est levée pour lui manifester sa solidarité.

S.E. M. Negasso Gidada, Président de la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie

Le Président s'est déclaré préoccupé par le coût extrêmement élevé du SIDA, qui entrave la croissance économique, les perspectives de développement et la stabilité politique sur le continent. « Etant donné la façon dont le VIH/SIDA mine les progrès de développement, il ne s'agit plus seulement d'un problème de santé, mais est l'objet d'une grave crise de développement sur le continent. » La responsabilisation des femmes et le rétablissement des services d'éducation de base ont constitué des éléments importants de cette lutte.

En tant que Président du Conseil National de Coordination, le Président Gidada a affirmé qu'il avait accepté le défi lancé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA et qu'il considérait le VIH/SIDA comme une catastrophe nationale qui requiert un niveau encore plus élevé de mobilisation spontanée des personnes et des ressources que celles consacrées aux conflits armés. Il a pris l'engagement, au nom de son gouvernement de prendre la tête d'une telle mobilisation.

Chants, danses et récital de poèmes par des artistes du groupe des orphelins du Sida éthiopiens

La séance d'ouverture s'est terminée par une représentation émouvante des dégâts causés par le VIH/SIDA dans les familles africaines. Au travers de chansons et de danses, les enfants ont mimé l'agonie des enfants d'une famille dont, tout d'abord le père, puis la mère et un enfant ont été emportés par des agents masqués du virus. Pendant que les enfants pleuraient la mort de leurs parents, les participants ont été fermement invités à assumer la responsabilité de leurs actes et à éviter un comportement immoral. Le sketch s'est terminé par un message porteur d'espoir, car les agents du virus ont été démasqués et ce dernier a été enrâyé.

Le programme du 4 décembre a débuté par une séance plénière qui avait pour titre : Responsables et Politique publique, présidée par **M. K.Y. Amoako Secrétaire Exécutif de la CEA**. Les intervenants à cette plénière ont été **Dr Peter Piot, Directeur exécutif, ONUSIDA, et M. Mark Mallock Brown Administrateur du PNUD**.

Les intervenants ont souligné le fait que le SIDA, qui est devenu une crise multidimensionnelle sans précédent, constitue une menace pour le tissu social et la sécurité des hommes du continent africain. Les effets du VIH/SIDA vont beaucoup plus loin, il réduit l'espérance de vie ; entrave tous les efforts pour le développement humain et la diminution de la pauvreté. Selon le Dr Piot «le VIH/SIDA produit sur la société les mêmes effets que sur le corps humain ». Il constitue cependant un défi extraordinaire qui peut être relevé. Pour y arriver, il faut le responsable plus efficace et créatif, et des actions fondées sur la transparence, le réalisme et l'espoir.

L'ampleur de l'épidémie requiert des pays et des institutions qu'ils oeuvrent ensemble sur un pied de guerre. Il faut plus de ressources, qui soient adaptées aux défis. Celle-ci devrait inclure les sources traditionnelles et non traditionnelles de tous les acteurs (gouvernements nationaux, agences des Nations Unies, secteur privé, société civile et communauté des bailleurs de fonds). Il convient également de procéder à un changement de comportement qui se traduirait par la bonne gouvernance.

Parmi les principes clés d'un leadership et d'actes efficaces pouvant être tirés des présentations et des débats on peut citer : la rupture du silence autour des normes et de valeurs qui alimentent l'épidémie notamment celles qui perpétuent les inégalités et la discrimination fondée sur le sexe ; l'encouragement des possibilités de renforcement du dialogue social et de l'instauration de la paix ; la location des ressources nécessaires par le budget national et la mise en place d'un nouveau plan d'action pour les ressources qui regroupe toutes les sources ; l'intégration du VIH/SIDA dans les secteurs et les plans de développement ainsi que l'implication totale des personnes vivant avec le VIH/SIDA en les mettant au centre du débat.

Au cours de la plénière, les questions suivantes ont été posées par les participants :

- Comment mettre au point un vaccin à caractère social ;
- Comment bâtir sur des valeurs culturelles positives tout en limitant les valeurs négatives lorsqu'on traite des préjugés et des inégalités basés sur le sexe ;
- Incidence de la dette sur le VIH/SIDA.
- Bien fondé de stratégies de réduction de la pauvreté dans la lutte contre le VIH/SIDA ;
- Incidences de VIH/SIDA sur les politiques et pratiques économiques au niveau international ;
- Introduction de médicaments antirétroviraux dans la liste des médicaments essentiels à des prix abordables.

Au cours des séances de travail en groupe, de la matinée, les points suivants ont été soulevés :

Impact sur les ménages : Le SIDA a un impact tel qu'il donne lieu à des effets sociaux, psychologiques et économiques. Parmi les principales stratégies mentionnées on peut citer une plus grande sécurité alimentaire et une productivité accrue. Les femmes, les enfants et les chefs traditionnels religieux ont été identifiés comme les leaders dans ce domaine.

Impact et réaction, services de soins de santé : il est essentiel de procéder à une nouvelle évaluation de la place et du rôle de système de santé. Les demandes pour les services de santé sont en augmentation constante, mais la réaction des responsables restent en deçà du niveau requis. Les responsables devraient travailler en collaboration plus étroite avec les chefs traditionnels africains. Il conviendrait de concevoir un système de recherche qui soit moins dépendant du financement extérieur. Il faudrait instituer une formation dans les domaines social et de la santé. Le défi posé par le VIH permet de réformer le système actuel. Le 4 décembre, le programme de l'après-midi a commencé par une séance plénière sur le

Leadership et la politique publique.

La séance plénière a mis l'accent sur les questions de leadership et de politique publique. Dans sa note introductive, **Mme Vivian Lowery Derryck**, Administrateur assistant pour l'Afrique, USAID, a insisté sur la nécessité de se concentrer sur cinq leçons, à savoir : leadership à tous les niveaux, spécialement au haut niveau ; nécessité d'impliquer la société civile ; élimination des préjugés en responsabilisant les femmes et en impliquant les hommes ; prévention ciblée avec un accent particulier sur les jeunes ; et mise au point des approches multi-sectorielles.

S.E. Justin Mawelezi, Vice-Président du Malawi, a affirmé que le VIH/SIDA est une épidémie qui a été qualifiée de « catastrophe lente ». A moins de renforcer nos actions, le SIDA fera plus de victimes en Afrique que toutes les guerres du 20ème siècle. Il a souligné le besoin de prendre des engagements à long terme ; et plus encore, la nécessité de prévenir

la transmission du VIH/SIDA comme centre de toute stratégie à long terme. Notre espoir est dans les jeunes de moins de 15 ans qui ne sont pas infectés. Protéger notre jeunesse contre l'infection est probablement le plus grand défi auquel nous, dirigeants africains, sommes confrontés », a-t-il dit.

Le Vice-Président Mawelezi a insisté sur la nécessité de changement du comportement des hommes. Les hommes doivent être impliqués dans le plaidoyer sur le comportement sexuel. Il a souligné le besoin de programmes qui impliquent tout le monde.

Une autre question clé liée à la lutte contre le VIH/SIDA est l'importance d'un programme multi-sectoriel global qui inclut les secteurs suivants : enseignement, santé, y compris les soins à domicile, agriculture et développement rural ; secteur privé et politique de l'emploi ; et le personnel de l'armée.

Concernant la justice internationale et les droits de l'homme, il a notamment indiqué que les questions suivantes étaient pertinentes à la lutte contre le VIH/SIDA : la dette extérieure de l'Afrique ; la distribution inégale des avantages de l'ordre économique mondial, le besoin d'un plus grand accès aux soins de santé et aux services sociaux en Afrique et la prévention des conflits.

En conclusion, il a mis en exergue la nécessité pour les dirigeants de réaffirmer leur engagement dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique et de renforcer leur action ainsi que de reconnaître que nous vivons une situation d'urgence. Le Leadership ne concerne pas le pouvoir ou la délégation de pouvoirs. Il s'agit de prendre la responsabilité de traiter les plus graves problèmes auxquels font face nos populations.

Almaz Amine de la Banque africaine de développement a informé la plénière que la Banque était en train de mettre au point une stratégie sur le VIH/SIDA dans son travail de développement, ainsi qu'une politique sur le VIH/SIDA. La Banque est en train d'intégrer cette question dans ses programmes sectoriels, en mettant l'accent sur les questions d'inégalités entre les hommes et les femmes et sur les actions multi-générationnelles.

Salvator Niyonzima de l'ONUSIDA a indiqué que les préjugés étaient liés à la peur, aux mythes de la communauté et aux perceptions des gens. La mauvaise nouvelle est que les préjugés sont là et qu'ils sont généralisés. Malgré les directives et les rapports, ils existent encore et les personnes vivant avec le VIH/SIDA les vivent au quotidien. La bonne nouvelle est que nous pouvons faire quelque chose. Les personnes vivant avec le SIDA ont pris le rôle d'avant-garde dans la lutte pour ce changement. Dans les pays où les personnes vivant avec le VIH ont donné un visage humain à la maladie, ils aident à supprimer les préjugés, mais beaucoup reste encore à faire.

Mlle Sisonke Msimang, représentant le Forum des jeunes, a souligné que l'information n'était pas tout. Il est nécessaire de creuser au fond des problèmes et d'identifier les clés du changement des comportements. Elle a dit que les jeunes avaient créé le seul véritable mouvement autour du VIH/SIDA. Les jeunes s'organisent, lancent le défi aux dirigeants et leur montrent comment résoudre les véritables problèmes.

Points saillants des séances de travail en groupes

Le rôle des dirigeants dans la restauration et le renforcement des systèmes et des services de santé et sociaux

Les séances de travail en groupes ont d'abord souligné que les éléments essentiels comprenaient la pression croissante que les cas de VIH/SIDA imposent au système de la santé, par exemple, 30 % - 70 % des taux d'occupation des lits. Les besoins croissants de ressources qui en résultent devraient aller de pair avec l'accroissement des allocations budgétaires. Enfin, il a été fait état du besoin urgent de renforcer et de réhabiliter la majeure partie des systèmes de santé sur le continent.

Les campagnes de prévention, les soins/traitement et le soutien/conseils, etc. ne seront efficaces que s'ils sont plus décentralisés et à mesure que plus de membres des collectivités locales acquerront le savoir-faire pour les gérer. Il est donc nécessaire que les ressources soient concentrées au niveau local.

Les personnes vivant avec le VIH/SIDA doivent faire partie du processus de prise de décisions. Il est important de ne pas mettre l'accent sur les structures en oubliant les populations. En outre, il est nécessaire de faire attention aux besoins des travailleurs de la santé, "soigner les soignants" en d'autres termes.

Enfin, il y a beaucoup à faire pour rendre les médicaments antirétroviraux disponibles et améliorer leur fourniture là où on en a le plus besoin.

Rôle des dirigeants dans la lutte contre le refus, les préjugés et la discrimination; les problèmes éthiques et juridiques

Cette séance de travail en groupe a mis en exergue cinq questions majeures.

Premièrement, le fait que l'invisibilité des personnes vivant avec le VIH/SIDA et l'ignorance de l'épidémie ont tenu pendant longtemps ce fléau au secret.

Deuxièmement, la question n'est pas de savoir "ce qui doit être fait", parce que nous le savons. La véritable question est de savoir "pourquoi cela n'est pas mis en oeuvre".

La discussion autour de la religion et le VIH/SIDA était le troisième point et il a suscité des controverses. Certains considèrent la manière dont la religion décrit les rapports sexuels avant le mariage comme "un péché", comme une façon de cataloguer le comportement à risque, alors que les autres considèrent l'approche adoptée par les organisations religieuses sur la question comme étant malencontreuse.

Quatrièmement, il est nécessaire que les médias prennent le rôle d'avant-garde.

Et enfin, la séance a insisté sur la nécessité d'impliquer les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans l'élaboration des politiques pertinentes.

Rôle des dirigeants dans la mobilisation des soutiens politiques et réponses durables au VIH/SIDA

Pendant cette séance de travail en groupe, il a été procédé à l'examen du rôle des responsables politiques dans la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique. Trois niveaux d'engagement des responsables politiques ont été examinés, à savoir : l'engagement du Chef de l'Etat, des membres du gouvernement, des parlementaires et des chefs religieux, du secteur privé, des ONG et des associations. Il a également été souligné que le succès de la mobilisation pour une réaction durable contre le VIH/SIDA devrait aussi porter sur la décentralisation des structures de gestion des programmes, la mise en oeuvre multisectorielle des activités, la coordination basée sur la participation populaire ainsi que l'allocation équitable des ressources à tous les secteurs.